



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 30 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **XPO TANK CLEANING NORD FRANCE**

Quai des Pierrelles - Beausemblant  
BP 93  
26241 ST VALLIER

Références : XPO-TC-NF\_SANTES\_RAPVI\_0007000905\_20221109  
Code AIOT : 0007000905

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2022 dans l'établissement XPO TANK CLEANING NORD FRANCE implanté 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 SANTES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre d'un contrôle inopiné. L'exploitant n'était pas présent lors du contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- XPO TANK CLEANING NORD FRANCE
- 1ère Avenue 9ème rue Port de Santes 59211 SANTES
- Code AIOT : 0007000905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société XPO Tank Cleaning Nord France est implantée sur le port fluvial à Santes. L'activité exercée sur ce site consiste notamment en un lavage intérieur de véhicules citernes ayant transportés des produits chimiques, des produits pulvérulents ou des produits alimentaires.

Les transporteurs sollicitent la société XPO pour le nettoyage de citernes après dépotage préalable chez leurs clients. Le nettoyage est réalisé à base d'eau pompée dans la nappe souterraine et d'additifs.

Après injection sous pression, les eaux de nettoyage sont dirigées vers une station de traitement comprenant un traitement physico-chimique et un traitement biologique. L'effluent en sortie de traitement est rejeté au canal de la Deûle (rejet n°3 du site).

L'exploitant est régulièrement autorisé à exploiter les installations de lavage intérieur de camion-citernes par arrêté préfectoral du 12/09/1996 au titre de la rubrique principale 167.c « Installations de lavage interne de camions citernes, containers et éventuellement wagons-citernes. Installation de traitement de déchets ».

Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) s'appliquent au site :

- APC du 17/01/2011 relatif à la mise en place du programme de surveillance RSDE ;
- APC du 15/10/2012 relatif notamment à la mise à jour de la situation administrative de l'établissement. La rubrique principale appliquée au site est la rubrique 2795.1. « Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux » pour une capacité de 300 m³/j.
- APC du 18/12/2014 relatif aux garanties financières ;
- APC du 23/12/2015 relatif à la mise en place de la surveillance pérenne des effluents aqueux ;
- APC du 14/03/2017 relatif notamment à la surveillance complémentaire des rejets aqueux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- surveillance des rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 8.4	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rejet d'eaux industrielles "rejet n°3" ne respecte toujours pas les dispositions applicables en termes de valeurs limites d'émissions de différents composés.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/09/1996, article 8.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Prescription contrôlée :

8.4.1 . Débit journalier autorisé : 300 m3/j

8.4.2. Température, pH et couleur : Les rejets doivent respecter les conditions suivantes : [...] pH de 6,5 à 8,5 [...].

8.4.3. Substances polluantes :

Le rejet n°3 doit respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

PARAMETRES	Concentrations (en mg/l)	Flux	
	Maximale instantanée	sur 2 h (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
M.E.S.	35	0,4	10,5
DBO5 (1)	35	0,4	10,5
DCO (1)	200	2,5	60
Azote global (2)	10	0,1	3
Phosphore total	1	0,01	0,3
Composés organiques du chlore (en AOX)	5	0,06	1,5
Métaux lourds	4	0,05	1,2
HC Totaux	10	0,1	3
MEX (substances extractibles à l'Éther de pétrole)	30	30	9
Sulfates	250	3	75
Chlorures	200	2,5	60
Zn	2	0,02	0,6
Fe	1,5	0,02	0,45
Mn	0,5	0,006	0,15

PARAMETRES	Concentrations (en mg/l)	Flux	
	Maximale instantanée	sur 2 h (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
Pb	1,7	0,02	0,51
Cu	0,5	6,10 <sup>-4</sup>	0,015
As	0,1	0,001	0,03
Cd	0,005	6,10 <sup>-4</sup>	0,0015
Cr total	0,05	6,10 <sup>-4</sup>	0,015
Pb	0,05	6,10 <sup>-4</sup>	0,015
Se	0,01	1,10 <sup>-4</sup>	0,003
Hg	0,001	1,10 <sup>-4</sup>	0,0003
CN	0,05	6,10 <sup>-4</sup>	0,015
Nitrite	1	0,01	0,3
Phénols	0,1	0,001	0,03

(1) (sur effluent non décanté)

(2) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)

(3) (pondérée selon le débit de l'effluent)

(4) (masse de polluant rejeté par masse de produit utilisé ou fabriqué)

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyses, de référence sont celles indiquées à l'article 10.1.

**Constats :** Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la mise en place des outils de prélèvement par la société IRH.

Le rapport des analyses a été transmis à l'inspection par courrier électronique le 20 décembre 2022 à 10h05.

Le rapport porte les références suivantes :

n° 221049281-001 (XPO - Rejet n°3)

Prélèvement effectué le 10/11/2022.

Les résultats sont repris dans le tableau figurant ci-dessous :

A noter :

- La concentration en DBO5 mesurée dans les rejets est 78 fois supérieure à la valeur autorisée;
- La concentration en DCO mesurée dans les rejets est 19 fois supérieure à la valeur autorisée;
- La concentration en Chlorure mesurée dans les rejets est 6 fois supérieure à la valeur autorisée;
- La concentration en MES mesurée dans les rejets est 3,8 fois supérieure à la valeur autorisée;
- La concentration en azote total mesurée dans les rejets est 3,5 fois supérieure à la valeur autorisée;

Paramètre	Concentration		Flux		Texte réglementaire : AP du 12 Septembre 1996 Article 2.8 et 8.4.1 à 8.4.3		Conformité du rejet	
	Valeur	Unité	Valeur	Unité	Conc. autorisée	Flux autorisé	Conc.	Flux
Volume de rejet			51.3	m <sup>3</sup>		300		C
Demande Biochimique en Oxygène (DBO5)	<u>2760</u>	mg/l	<u>141.7</u>	kg/j	35	10.5	<u>NC</u>	<u>NC</u>
Substances extractibles à l'éther de pétrole SEEP	8	mg/l	0.4	kg/j				
Phosphore total	<u>3.1</u>	mg P/l	0.2	kg/j	1	0.3	<u>NC</u>	C
Azote Kjeldahl	32.3	mg N/l	1.7	kg/j				
Azote global (NO2+NO3+NTK)	<u>35.47</u>	mg/l	1.8	kg/j	10	3	<u>NC</u>	C
Matières en suspension (MES)	<u>135</u>	mg/l	6.9	kg/j	35	10.5	<u>NC</u>	C
Demande chimique en oxygène (DCO)	<u>3890</u>	mg O2/l	<u>199.7</u>	kg/j	200	60	<u>NC</u>	<u>NC</u>
Azote nitrique	3.17	mg N-NO3/l	0.2	kg/j				
Nitrate	14	mg NO3/l	0.7	kg/j				
Azote nitreux	< 0.02	mg N-NO2/l	< 0.001	kg/j				
Nitrites	< 0.05	mg NO2/l	< 0.003	kg/j				
Sulfates (SO4)	319	mg SO4/l	16.4	kg/j	250	75	NC	C
Chlorures	<u>1240</u>	mg/l	63.7	kg/j	200	60	<u>NC</u>	NC
Organo Halogénés Adsorbables (AOX)	470	µg/l	24.1	g/j	5000	1500	C	C
Indice hydrocarbures volatils (C5-C9) Analyse	350	µg/l	18.0	g/j				
HCT C10-C40	< 0.1	mg/l	< 0.01	kg/j	10	3	C	C

**Observation :** Ces dépassements importants des valeurs autorisées représentent une non-conformité majeure. D'autant plus que les effluents qui sortent du site ne sont pas traités avant d'être rejetés dans le milieu. Cette non conformité a fait l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure courant 2022. Cet arrêté n'a pas encore été signé. L'inspection des installations classées maintient sa proposition de mise en demeure. Une fois l'arrêté signé, **un même constat de dépassement** des valeurs d'émission **constituera un délit et pourra faire l'objet d'un procès-verbal auprès du procureur de la République.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale